

9 mai 1977 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

CONFERENCE DE PRESSE DE M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING A LA RESIDENCE DE L'AMBASSADEUR DE FRANCE A LONDRES, LUNDI 9 MAI 1977

LE PRESIDENT.- VOUS AVEZ DEJA ASSISTE A LA CONFERENCE_DE_PRESSE, HIER, JE PENSE QU'IL N'EST PAS UTILE DE REDIRE LES MEMES CHOSES. Y-A-T-IL UNE OU DEUX QUESTIONS D'ENSEMBLE SUR CE QUI S'EST PASSE A LONDRES ET SUR NOS TRAVAUX D'AUJOURD'HUI ? QUESTION.- ETES-VOUS DECU, ETES-VOUS SATISFAIT, MOINS OU PLUS QUE VOUS NE L'ATTENDIEZ ? LE PRESIDENT.- EST-CE QU'IL Y A D'AUTRES QUESTIONS ? QUESTION.- VOUS AVEZ RENCONTRE POUR LA PREMIERE FOIS LE PRESIDENT CARTER. QUELLE IMPRESSION VOUS A-T-IL FAITE ET, PAR-RAPPORT A SES PREDECESSEURS, QU'EST-CE QUI VOUS A FRAPPE LE PLUS ? QUESTION.- LES AFRICAINS A LA CONFERENCE DE DAKAR VOUS ONT CONFIE UN ROLE DE MEDIATEUR ENTRE LES PAYS INDUSTRIALISES ET EUX, EST-CE QUE VOUS AVEZ REMPLI CE ROLE ET QU'EST-CE QUI S'EST ESSENTIELLEMENT DIT AVEC LE PRESIDENT CARTER ? LE PRESIDENT.- TRES BIEN. JE VAIS REpondre A CES TROIS QUESTIONS. QUESTION.- Y AURA-T-IL UNE SUITE A CETTE CONFERENCE : C'EST-A-DIRE EST-CE QU'ON VA SURVEILLER LES RESULTATS ? Õ LE PRESIDENT.- JE REponds A CES QUATRE QUESTIONS. D'ABORD, LE CONTENU DES TRAVAUX. JE RAPPELLE QUE LES REUNIONS DE CE GENRE, CE QUI EST TOUJOURS DIFFICILE A SAISIR POUR DES MOYENS D'INFORMATION ET PARFOIS POUR L'OPINION, NE SONT PAS DES REUNIONS QUI SONT FAITES POUR PRENDRE DES DECISIONS DE CARACTERE TECHNIQUE, PUISQUE LES DECISIONS DE CARACTERE TECHNIQUE SONT PRISES PAR DES INSTITUTIONS : FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL `FMI` COMMUNAUTE_ECONOMIQUE_EUROPEENNE `CEE`, OCDE, ETC. CE SONT DONC DES REUNIONS DONT L'OBJET EST DE PERMETTRE UNE RENCONTRE ET LA DISCUSSION EN_COMMUN D'UN CERTAIN NOMBRE DE PROBLEMES ET LA DEFINITION D'UN CERTAIN NOMBRE DE PRINCIPES OU D'ORIENTATIONS. ALORS JE VOUS AI DIT HIER CE QUE JE RETENAISS COMME ESSENTIEL. CE QUI EST ESSENTIEL D'ABORD, C'EST QUE TOUS LES PAYS REPRESENTES ET QUI REPRESENTENT UN LARGE EVENTAIL DE PREOCCUPATIONS PLACENT SUR_LE_MEME_PLAN LA NECESSITE DE LA LUTTE EN_FAVEUR DE L'EMPLOI ET EN-PARTICULIER DE L'EMPLOI DES JEUNES ET DE LA LUTTE CONTRE L'INFLATION. VOUS AVEZ NOTE LA VOLONTE COMMUNE DES UNS ET DES AUTRES DE TRAITER SIMULTANEMENT CES DEUX PROBLEMES. NOUS AVONS REJETE DANS NOTRE TEXTE COMMUN L'IDEE OU L'ILLUSION QU'UNE RECHUTE DE L'INFLATION SERAIT SUSCEPTIBLE D'AMELIORER LA SITUATION DE L'EMPLOI, AUCUN NE LE CROIT ET NOUS AVONS PENSE QU'IL DEVAIT Y AVOIR D'UNE_PART UNE ACTION POUR AMELIORER LA SITUATION DE L'EMPLOI (NOUS ECHANGERONS A CET EGARD, CE QUE NOUS APPELONS NOS EXPERIENCES ET EN MEME TEMPS NOUS JOINDRONS NOS EFFORTS) ET, D'AUTRE_PART, NOUS POURSUIVONS L'INDISPENSABLE COMBAT CONTRE L'INFLATION QUI A ETE A L'ORIGINE DE LA DETERIORATION DE L'EMPLOI ET DE LA CRISE INTERNATIONALE Õ UN AUTRE POINT TRES IMPORTANT C'EST D'AVOIR CLARIFIE LE PROBLEME COMPLIQUE DE LA POLITIQUE NUCLEAIRE ET EN-PARTICULIER CELA A ETE L'OCCASION DE MIEUX FAIRE CONNAITRE ET DE REAFFIRMER LA POSITION FRANCAISE A CET EGARD QUI PART, VOUS LE SAVEZ, DE LA RECONNAISSANCE DU DROIT DE TOUS LES PAYS A DISPOSER DE CETTE SOURCE D'ENERGIE ESSENTIELLE QUI EST L'ENERGIE NUCLEAIRE. MAIS QUI

CETTE SOURCE D'ENERGIE ESSENTIELLE QU'EST L'ENERGIE NUCLEAIRE, MAIS QUI COMPORTE SUR LE MEME PLAN LE FAIT QUE LA FRANCE PARTICIPE ET RESSENT LA PREOCCUPATION PROFONDE DU DANGER DE LA PROLIFERATION NUCLEAIRE. ET, PAR RAPPORT A DES PRISES DE POSITION QUI AVAIENT ETE PRISES ICI OU LA, C'EST LA VUE QUI A PREVALU, A SAVOIR QU'IL FALLAIT RECHERCHER UNE CONCILIATION QUI TIENNE COMPTE DE CES DEUX NECESSITES. ET C'EST POURQUOI UN DELAI D'ETUDE A ETE FIXE - DELAI DE DEUX MOIS - PENDANT LEQUEL L'ENSEMBLE DES PROBLEMES LIES A LA DISPONIBILITE DE LA SOURCE D'ENERGIE NUCLEAIRE ET DE SES CONSEQUENCES ALLAIT ETRE ETUDIE. C'EST UNE ETUDE, CE N'EST PAS UNE NEGOCIATION, C'EST-A-DIRE QUE TOUS LES GOUVERNEMENTS GARDENT A CET EGARD LEUR LIBERTE D'ACTION ET NATURELLEMENT DE DECISION

ALORS, UN POINT EGALEMENT TRES IMPORTANT A MES YEUX, C'EST LE FAIT QU'ON A OUVERT LA VOIE A UNE CONCLUSION POSITIVE DU DIALOGUE NORD-SUD `CCEI`. COMME C'ETAIT UNE REUNION DE SEPT PAYS INDUSTRIALISES `RFA` `CANADA` `ETATS-UNIS` `FRANCE` `GRANDE-BRETAGNE` `ITALIE` `JAPON`, LES COMMENTAIRES ONT PORTE NATURELLEMENT SUR CE QUI TOUCHAIT DIRECTEMENT LA VIE DE CES PAYS INDUSTRIALISES, MAIS VOUS VOUS SOUVENEZ QUE CES PAYS EN DEVELOPPEMENT, CEUX QU'ON APPELLE LES 19, ATTENDAIENT UN SIGNAL POUR DE LEUR COTE RECHERCHER LES MODALITES D'UNE CONCLUSION POSITIVE DE CE DIALOGUE. LES DECISIONS DE PRINCIPE PRISES, C'EST-A-DIRE LA RECONNAISSANCE DE L'UTILITE D'UN FONDS COMMUN, POINT QUI AVAIT ETE, VOUS VOUS EN SOUVENEZ, MAINTENU EN DISCUSSION PENDANT LONGTEMPS, LA NECESSITE D'UNE AIDE EXCEPTIONNELLE AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT, NOTAMMENT AUX PLUS PAUVRES, ET QUI TIENNE COMPTE DE LEUR SITUATION, NOTAMMENT DE LEUR ETAT D'ENDETTEMENT - CES DEUX ORIENTATIONS DE PRINCIPE VONT PERMETTRE, ME SEMBLE-T-IL A LA DERNIERE PHASE DU DIALOGUE NORD-SUD DE S'OUVRIR DANS DES CONDITIONS FAVORABLES. JE N'ENTRERAI PAS DANS LE DETAIL DES AUTRES PROBLEMES QUI ONT ETE TRAITES, MAIS JE REPONDRAI DONC A LA QUESTION QUI M'A ETE POSEE QUE, A LA FOIS PAR LE CARACTERE EXTREMEMENT PRECIS, EXTREMEMENT SERIEUX DES CONVERSATIONS ET EN MEME TEMPS PAR LES ORIENTATIONS IMPORTANTES QUI ONT ETE PRISES SUR CES GRANDS SUJETS, JE CONSIDERE QUE C'EST UNE REUNION QUI A EU UN RESULTAT POSITIF ET PRATIQUE. ENCORE FAUT-IL QUE CES DECISIONS SOIENT EFFECTIVEMENT SUIVIES D'EFFETS, ET JE NOTERAI QUE C'EST A LA SUGGESTION DE NOTRE COLLEGE JAPONAIS QU'IL A ETE DECIDE QU'IL Y AURAIT UNE SURVEILLANCE DES RESULTATS DE NOTRE CONFERENCE. VOUS VOUS SOUVENEZ SANS DOUTE QUE NOUS AVONS DESIGNE POUR LA PREPARATION DE CELLE-CI CHACUN UN REPRESENTANT ET NOUS AVONS DECIDE QUE NOS REPRESENTANTS PERSONNELS, CEUX DES PRESIDENTS ET CEUX DES CHEFS DE GOUVERNEMENT, SE REUNIRAIENT LE MOMENT VENU POUR FAIRE LE POINT ET EVENTUELLEMENT POUR NOUS RENDRE COMPTE DES ACTIONS SUPPLEMENTAIRES A ENTREPRENDRE SI CELA ETAIT NECESSAIRE

ALORS, AUTRE QUESTION : C'EST EN EFFET LA PREMIERE FOIS QUE JE RENCONTRE LE PRESIDENT JIMMY CARTER - PUISQUE NOUS NOUS APPELONS PAR NOS PRENOMS - ET VOUS ME DEMANDEZ QU'ELLE EST MON IMPRESSION. LES HOMMES D'ETAT N'ONT PAS A SE JUGER LES UNS LES AUTRES MAIS JE PEUX FAIRE ETAT DE MES IMPRESSIONS PERSONNELLES A L'ISSUE DE CE PREMIER CONTACT. C'EST UN HOMME D'UNE GRANDE SIMPLICITE, D'UNE ATTITUDE VOLONTAIREMENT MODESTE QUI REFUSE L'EMPHASE ET L'EXAGERATION, QUI RECHERCHE L'AVIS, ET PARFOIS MEME LE CONSEIL ET LE CAS ECHEANT LA CRITIQUE DES AUTRES ET ENFIN QUI ME PARAIT AVOIR LA DETERMINATION NECESSAIRE A LA CONDUITE DES AFFAIRES DE SON GRAND PAYS. C'EST DONC UN CONTACT QUI M'A DONNE CONFIANCE DANS LE FAIT QUE POURRAIENT SE DEVELOPPER ENTRE LES ETATS-UNIS ET LA FRANCE ET ENTRE LES DIRIGEANTS AMERICAINS ET FRANCAIS DES CONSULTATIONS TRES UTILES, TRES CONFIANTES ET TRES POSITIVES. VOUS SAVEZ QUE LE PRESIDENT CARTER A INVITE LE PREMIER MINISTRE RAYMOND

BARRE, A SE RENDRE AUX ETATS-UNIS ET CELUI-CI A FAIT CONNAITRE SON ACCEPTATION. IL REPONDRA DONC A L'INVITATION DU PRESIDENT CARTER CET ETE, SANS DOUTE A LA FIN DU MOIS D'AOUT OU AU DEBUT DU MOIS DE SEPTEMBRE `1977` DATE ` VOYAGE OFFICIEL`. ET, DE MON COTE, J'AI INVITE LE PRESIDENT CARTER A VENIR EN FRANCE. IL M'A DIT QU'IL VIENDRAIT TRES VOLONTIERS. LA DATE N'EN A PAS ETE FIXEE MAIS LA PERIODE ENVISAGEE EST CELLE DE L'AUTOMNE PROCHAIN, ET JE LUI AI DIT QUE LE PEUPLE FRANCAIS, L'OPINION PUBLIQUE LUI FERAIT UN ACCUEIL QUI SOIT DANS LA LIGNE ET LA TRADITION DES RELATIONS TRES CORDIALES ET TRES AMICALES QUI EXISTENT ENTRE LE PEUPLE AMERICAIN ET LE PEUPLE FRANCAIS

ALORS, DERNIERE QUESTION : VOUS M'AVEZ PARLE DE L'AFRIQUE. NOUS AVONS PARLE DE L'AFRIQUE A PLUSIEURS REPRISES ET JE VOUS DIRAI SANS DOUTE QUE JAMAIS L'AFRIQUE N'A ETE AUSSI PRESENTE DANS LES PREOCCUPATIONS D'UNE REUNION AU SOMMET. ON VOUS A DEJA DIT QUE J'AVAIS RECU LE 15 AVRIL DERNIER `1977` UN MESSAGE PERSONNEL DU PRESIDENT CARTER, PAR LA LIGNE DIRECTE QUE NOUS UTILISONS, POUR DIRE QU'IL APPROUVAIT ENTIEREMENT L'ACTION QUE LA FRANCE AVAIT CONDUITE AU ZAIRE, PLUS EXACTEMENT VIS-A-VIS DU ZAIRE. ET SI JE VOUS RAPPELLE LA DATE - C'EST DONC LE 15 AVRIL - C'EST POUR VOUS DIRE QUE L'ACTION DE LA FRANCE EST UNE ACTION DECIDEE PAR ELLE-MEME, QUI N'A ETE NI INSPIREE NI AUTORISEE PAR PERSONNE, MAIS PAR CONTRE LE JUGEMENT PORTE SUR L'UTILITE ET L'EFFICACITE DE CETTE ACTION A ETE UN JUGEMENT POSITIF DE LA PART DU PRESIDENT CARTER. D'AUTRE_PART, J'AI INSISTE SUR LE GRAND PROBLEME DU DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE, TEL QU'IL RESULTAIT DE NOTRE CONFERENCE FRANCO - AFRICAINE DE DAKAR. ET J'AI TROUVE UNE REACTION LA AUSSI POSITIVE DE NOS PRINCIPAUX PARTENAIRES ET NOUS ALLONS OUVRIR LES CONSULTATIONS AU NIVEAU DES EXPERTS POUR ELABORER UNE ACTION QUI PERMETTE D'APPORTER UNE NOUVELLE ET INDISPENSABLE CONTRIBUTION AU DEVELOPPEMENT ET A L'EQUIPEMENT DE L'AFRIQUE

QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, VOUS AVEZ PARLE D'ECONOMIE POUR CE SOMMET, MAIS EST-CE QUE ENTRE VOUS, VOUS AVEZ AUSSI PARLE DE POLITIQUE ? LE PRESIDENT.- NOUS AVONS PROCEDE CE MATIN A L'EXAMEN DE LA SITUATION A BERLIN ET EN ALLEMAGNE FEDERALE `RFA`. D'AILLEURS, A CETTE OCCASION, NOUS NOUS SOMMES MIS D'ACCORD SUR LE TEXTE D'UNE DECLARATION COMMUNE C'EST-A-DIRE A LA FOIS DES TROIS PUISSANCES OCCUPANTES OCCIDENTALES, ENFIN AYANT DES DROITS A BERLIN : LA FRANCE, LA GRANDE-BRETAGNE ET LES ETATS-UNIS, ET EN MEME TEMPS LE GOUVERNEMENT DE L'ALLEMAGNE FEDERALE QUI RAPPELLE CE QU'EST NOTRE ATTITUDE CONCERNANT L'EXERCICE DES DROITS - DES DROITS QUADRIPARTITES - SUR LA ZONE DE BERLIN. NOUS AVONS, EN MEME TEMPS, PROCEDE A L'EXAMEN DES PROBLEMES QUI SE POSENT ACTUELLEMENT SUR-LE-PLAN INTERNATIONAL

QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, CETTE REUNION EST LA TROISIEME DU GENRE `SOMMET DE RAMBOUILLET` `1975` `SOMMET DE PORTO-RICO` `1976` EST-CE QUE VOUS PENSEZ QUE D'AUTRES SE TIENDRONT ET FINIRONT EN QUELQUE SORTE PAR S'INSTITUTIONNALISER ? LE PRESIDENT.- INSTITUTIONNALISER, NON. UNE NOUVELLE REUNION N'EST PAS PREVUE, NEANMOINS SI LES CIRCONSTANCES LA RENDAIENT OPPORTUNE, NOUS PRENDRIONS SANS DOUTE CETTE DECISION

QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, AU REGARD DE CE QUE VOUS AVEZ DIT SUR LE PRESIDENT JIMMY CARTER, A ECOUTER FACILEMENT LES AVIS DES AUTRES, JE VOUDRAIS QUE VOUS REVENIEZ SUR LE PROBLEME DE L'ENERGIE. EST-CE QUE VOUS AVEZ SENTI UNE ATTITUDE DE CONCILIATION DE LA PART DU PRESIDENT AMERICAIN, CONCERNANT L'ENERGIE NUCLEAIRE ET LES VENTES DE CENTRALES NUCLEAIRES FRANCAISES ? LE PRESIDENT.- CE PROBLEME N'EST PAS, VOUS LE SAVEZ, CELUI DES VENTES DE CENTRALES NUCLEAIRES, ET CETTE QUESTION D'AILLEURS N'A PAS ETE EVOQUEE. LE PROBLEME : C'EST L'EXERCICE DES ACTIVITES PROLIFERANTES OU EN

TOUT CAS SUSCEPTIBLES D'AVOIR DES CONSEQUENCES SUR LA PROLIFERATION, TELS QUE LE RETRAITEMENT ET L'UTILISATION DE NOUVELLES TECHNIQUES, COMME CELLE DES SURREGENERATEURS. ALORS, VOUS VOUS SOUVENEZ QU'IL Y AVAIT DEJA UNE DECLARATION AMERICAINE SUR CE SUJET ET CETTE DECLARATION POUVAIT ETRE INTERPRETEE COMME LE DESIR DE VOIR LES PRINCIPAUX PAYS INTERESSES ADOPTER AUSSITOT LES MEMES DISPOSITIONS QUE LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE. NOUS AVONS INDIQUE, EN CE QUI NOUS CONCERNE, QUE, BIEN ENTENDU, NOUS POURSUIVIONS NOS ACTIVITES DE RETRAITEMENT ET QUE NOUS POURSUIVIONS LE DEVELOPPEMENT DE NOS SURREGENERATEURS, CE QUI FAIT QUE, CONTRAIREMENT A CE QUE CERTAINS POUVAIENT IMAGINER, IL NE S'AGISSAIT PAS D'UNE MISE EN DEMEURE OU D'UNE INVITATION EXPRESSE DES ETATS-UNIS A CE QUE D'AUTRES S'ALIGNENT SUR LEUR PROPRE ATTITUDE. EN TOUT CAS, NOUS LEUR AVONS INDIQUE CLAIREMENT QUE TEL N'ETAIT PAS LE CAS POUR NOUS. ALORS, PAR CONTRE, CE QUI A ETE OUVERT, C'EST UN DELAI DE REFLEXION POUR VOIR COMMENT, QUELS SONT LES PROBLEMES QUI SONT LIES, NON PAS POUR NOUS, MAIS POUR LES PAYS QUI DESIRENT ACQUERIR DES EQUIPEMENTS ELECTRO-NUCLEAIRES, QUELS SONT LES PROBLEMES QUI SONT LIES A LEUR APPROVISIONNEMENT REGULIER EN COMBUSTIBLE, TOUT EN DIMINUANT LE RISQUE DE PROLIFERATION. QUESTION.- ALLEZ-VOUS ADHERER AU TRAITE DE NON-PROLIFERATION ? LE PRESIDENT.- NON

QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, AVEZ-VOUS PARLE DES VENTES D'ARMES ? LE PRESIDENT AMERICAIN A DIT QUE VOUS EN AVIEZ PARLE CE MATIN ? LE PRESIDENT.- EFFECTIVEMENT, NOUS AVONS EVOQUE CE PROBLEME. QUESTION.- C'EST A CE PROPOS QU'ON A PARLE DES POTS DE VIN ? LE PRESIDENT.- CE N'EST PAS LE TERME QUI A ETE EMPLOYE. NON, NOUS AVONS APPROUVE DEUX POINTS, ET LE PRESIDENT CARTER A ETE SENSIBLE A CETTE ATTITUDE DE LA FRANCE MAIS QUI CORRESPOND A NOTRE TRADITION POLITIQUE. D'ABORD, NOUS AVONS INSISTE SUR LE PROBLEME DES DROITS DE L'HOMME. AUTANT NOUS NE SOMMES PAS, VOUS LE SAVEZ, FAVORABLES A L'INTERVENTION DANS LES AFFAIRES INTERIEURES DES AUTRES ETATS ET AUTANT NOUS PENSONS, SUR-LE-PLAN POLITIQUE, QUE C'EST EN REALITE PAR UNE APPROCHE MARQUEE PAR UN SOUCI ESSENTIELLEMENT D'EFFICACITE QUE CES PROBLEMES DOIVENT ETRE TRAITES, AUTANT SUR-LE-PLAN DES PRINCIPES, NOUS PARTAGEONS L'IDEE QUE, DANS LA DOCTRINE COMMUNE DES GRANDES DEMOCRATIES, DOIT APPARAITRE, FERMEMENT INSCRIT ET FORTEMENT EXPRIME L'ATTACHEMENT AUX LIBERTES ET L'ATTACHEMENT AUX DROITS DE L'HOMME. AINSI, LE PRESIDENT CARTER A TROUVE DE NOTRE PART, EN CE QUI CONCERNE CETTE LIGNE POLITIQUE ET CETTE AFFIRMATION POLITIQUE UNE CONTRIBUTION POSITIVE. ALORS, POUR CE QUI EST DES PRATIQUES ILLICITES DE TOUTES NATURES, C'EST A NOTRE INITIATIVE QUE LES PRATIQUES BANCAIRES ONT ETE AJOUTEES. CONCERNANT TOUTES CES PRATIQUES ILLICITES, VOUS SAVEZ QU'UNE ACTION EST ACTUELLEMENT ENTREPRISE SOUS L'EGIDE DES NATIONS-UNIES `ONU` ET C'EST LE FAIT QUE LES UNS ET LES AUTRES NOUS ESTIMONS QU'EFFECTIVEMENT UNE ACTION ENERGIQUE DOIT ETRE ENTREPRISE POUR ELIMINER, EN-MATIERE D'ECHANGES, DE COMMERCE ET DE PRATIQUES BANCAIRES, TOUT CE QUI EST PRATIQUE ILLICITE. DERNIERE QUESTION PARCE QUE J'AI D'AUTRES OBLIGATIONS

QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, AVANT DE PARTIR POUR LONDRES, VOUS AVEZ LAISSE QUELQUES ECRITS A PARIS, ON EN PARLE BEAUCOUP AUJOURD'HUI. IL S'AGIT DE POLITIQUE INTERIEURE. COMME ON EST EN TERRITOIRE FRANCAIS, JE VOUDRAIS VOUS POSER UNE QUESTION. PENSEZ-VOUS AVOIR CLARIFIE LA SITUATION POLITIQUE AU-SEIN DE LA MAJORITE APRES CET INTERVIEW A L'EXPRESS `JOURNAL` 17 MAI 1977 ? LE PRESIDENT.- D'ABORD, JE NE FERAI PAS DE COMMENTAIRES SUR LES COMMENTAIRES. C'EST VOTRE AFFAIRE, N'EST-CE PAS. J'AI DIT TRES CLAIREMENT QUEL EST LE COMPORTEMENT POLITIQUE QUI SERAIT CELUI DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE D'UNE PART ET CELUI DU GOUVERNEMENT D'AUTRE PART FACE AUX DIVERSES

D'UNE_PART, ET CELUI DU GOUVERNEMENT D'AUTRE_PART, FACE AUX DIVERSES
CIRCONSTANCES DE LA VIE POLITIQUE A VENIR ET J'ESTIME QU'IL EST INDISPENSABLE
QUE L'OPINION FRANCAISE CONNAISSE TRES CLAIREMENT LA LIGNE POLITIQUE QUI EST
ET QUI SERA CELLE DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DANS CETTE PERIODE. J'AI
L'INTENTION D'AILLEURS, DE MANIERE PERIODIQUE, DE RAPPELER ET DE CONFIRMER
CETTE LIGNE. QUESTION.- EST-CE UNE INTERVIEW QUE VOUS CONSEILLERIEZ AUX
DEPUTES RPR DE LIRE, MONSIEUR LE PRESIDENT ? LE PRESIDENT.- JE NE REPONDRAI
PAS A VOTRE QUESTION. QUESTION.- EST-CE QUE VOUS AVEZ PARLE DE LA SITUATION
POLITIQUE EN EUROPE OCCIDENTALE AVEC M. JIMMY CARTER ? LE PRESIDENT.- NON